

Les paysans boliviens toujours menacés

André Franqueville

De tous les pays d'Amérique du Sud, la Bolivie est le seul dont près de la moitié de la population est rurale, principalement paysanne. C'est aussi le plus pauvre, si l'on en juge par son PNB (760 US \$ par habitant en 1993), et celui où le taux de dénutrition infantile (15,7 % des enfants de moins de 5 ans) est le plus élevé. Trois constatations dont le rapprochement semblerait attribuer à cette « masse » paysanne, composée d'*indios* et pratiquant une agriculture « archaïque », la responsabilité du fait que la Bolivie est un pays si pauvre et que les enfants y meurent en si grand nombre. Cette thèse, sous-jacente à nombre de publications et discours sur le pays, n'est cependant pas fondée.

Chronique d'une marginalisation annoncée

L'histoire bolivienne est remplie de massacres perpétrés par l'État contre son

A. Franqueville : Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM). Unité de recherche Modèles et réalités du développement, 213, rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10, France.

Tirés à part : A. Franqueville

propre peuple. Ceux dont furent victimes les mineurs sous les dictatures successives, sont relativement connus ; d'autres le sont moins, en particulier les massacres périodiques de paysans insurgés pour la défense de leurs terres. Depuis l'invasion espagnole, l'histoire semble se répéter inlassablement : quelle que soit sa nature (colonie de la couronne d'Espagne, jeune république, dictature ou démocratie), l'État ne semble avoir de cesse que de détruire, tantôt brutalement, tantôt insidieusement, sa paysannerie.

Bien avant l'établissement de l'Empire inca, les civilisations andines avaient su tirer parti de l'étagement du milieu naturel par une orientation est-ouest des terroirs de leurs communautés et de leurs échanges, et par un système de production fondé sur l'accès à un maximum de gradins ou étages écologiques, diversifiant ainsi de façon efficace leur alimentation [1]. De même avaient-elles su mettre au point des techniques agricoles avancées, depuis un savant aménagement des versants en une grande variété de terrasses jusqu'à la construction de milieux agricoles artificiels et fertilisés [2]. Il ne reste aujourd'hui que peu de choses de cette traditionnelle organisation des terroirs qui a souvent disparu localement. Elle eut d'abord à subir les coups des colonisateurs et, en particulier, l'effet des lois édictées par le vice-roi Francisco de Toledo qui décida, à partir de 1570, de regrouper dans des villages (les *reducciones*), les paysans jusqu'alors dispersés dans leurs communautés : « Les *conquistadores* espagnols

détruisirent cette formidable machine de production sans, bien sûr, pouvoir la remplacer. Les liens de son unité furent rompus, la nation se désagrégea en communautés dispersées, le travail indigène cessa de fonctionner de façon organique, la solidarité fut brisée. Les *conquistadores* [...] pillèrent les trésors des temples et des palais, se répartirent les terres et les hommes sans même se poser la question de leur avenir en tant que forces et moyens de production [3]. » Ces colonisateurs ignoraient-ils réellement, comme on l'a dit, les conséquences économiques de leurs actes ? Certains auteurs en doutent : « S'il est certain que l'opération a été conçue dans une grande ignorance des structures sociales indigènes, il est difficile d'éviter la conclusion qu'elle faisait aussi partie d'une politique délibérée. La réduction du nombre et de la diversité des zones écologiques occupées par chaque groupe ethnique pourrait être considérée comme un acte conscient visant à mieux contrôler la population andine, et d'autant plus effectif qu'il privait chaque groupe des ressources de la périphérie qui lui permettaient un certain degré d'autosuffisance économique et d'autonomie politique [4]. » Ultérieurement, ce qui restait de l'organisation andine dut subir les coups de la bourgeoisie créole devenue maîtresse de la république nouvellement proclamée (1825). Dans son désir de s'approprier les richesses jusqu'alors réservées à l'Espagne, elle porta toute son attention et ses investissements sur l'exploitation minière, de sorte que l'activité agricole resta, non moins que sous la colonie,

secteur secondaire dépendant de l'économie minière dominante et chargé d'en assurer la reproduction. Face aux paysans qu'elle méprisait, cette bourgeoisie républicaine n'eut d'autre ambition que de parachever l'œuvre coloniale en s'employant méthodiquement à éliminer les communautés indiennes de leurs terres, en particulier dans la seconde moitié du XIX^e siècle : « La majeure partie des terres fut convertie en haciendas et les hommes des communautés en *colonos* (colons) ou en *arrenderos* (fermiers)... La pénétration de l'hacienda fut plus générale dans les zones les plus fertiles et les plus accessibles [5]. » Les « colons » qui gravitaient autour des haciendas n'avaient droit qu'à l'usufruit de terrains d'étendue inégales concédés par le patron, moyennant une série de services à accomplir sur les terres ou dans la ou les résidences de celui-ci, et se trouvaient, encore en 1950, soumis à un statut proche du servage.

Faut-il penser que les acteurs de la Révolution nationale de 1952, enfin rendus conscients de cette débâcle organisée de l'agriculture paysanne, conçurent et mirent en œuvre la réforme agraire de 1953 pour redresser une situation dans laquelle 82 % des terres agricoles se trouvaient aux mains de 4 % des exploitants, 615 haciendas contrôlant environ la moitié des terres cultivables du pays ? Certaines dispositions de cette réforme pourraient le faire croire. Inspirée du précédent mexicain, la loi de réforme agraire du 2 août 1953 fixait une limite supérieure à la superficie des exploitations agricoles et reconnaissait, pour la première fois dans l'histoire du pays, une existence légale aux « communautés indigènes ». Reconnaissance toute relative d'ailleurs : « La communauté indigène est reconnue et confirmée dans ses biens – ou plutôt tolérée – mais son rôle doit se borner à développer le bien-être matériel et social de ses membres... Les syndicats et les coopératives sont destinés, dans l'esprit du législateur, à occuper la première place dans le nouvel ordre rural et à remplacer peu à peu les communautés et les propriétés privées [6]. »

Les objectifs affichés de cette réforme étaient les suivants :

- redistribuer la propriété de façon à corriger une « distribution injuste, inégale et défectueuse de la terre » ;
- abolir le latifundium, considéré comme une forme de propriété obsolète qui réduit les paysans en servitude ;

- restituer aux communautés indigènes les terres usurpées ;
- réorganiser les relations de production en abolissant toutes les formes de services personnels obligatoires et gratuits ;
- moderniser l'agriculture et la vie rurale par l'organisation de nouvelles formes de production et une assistance technique de l'État.

En réalité, aucune réforme de ce type n'avait jamais figuré au programme des révolutionnaires, eux-mêmes souvent grands propriétaires terriens. Ces mesures ne furent prises que sous la pression des paysans, d'abord ceux des Vallées, puis ceux de l'Altiplano. On ne saurait donc s'étonner que leur application fut fort lente, partielle, et souvent contournée. De plus, le contenu même de la loi laissait la porte ouverte à bien des anomalies. Ainsi, la taille maximale des exploitations agricoles variait selon les régions géographiques, ce qui peut se concevoir dans un pays écologiquement si divers ; mais, en outre, dans nombre de régions était reconnue une distinction entre propriétés petites, moyennes et grandes, ces dernières étant appelées « entreprises agricoles », distinction qui autorisait la persistance, voire la multiplication du latifundium. Ainsi, dans les plaines orientales, la propriété pouvait-elle atteindre 2 000 hectares et jusqu'à 50 000 hectares quand il s'agissait d'élevage ; c'était encourager la persistance d'un élevage extensif que son faible rendement aurait dû condamner. Ainsi encore, tolérer que sur les rives du lac Titicaca les propriétés atteignent jusqu'à 400 hectares ne pouvait qu'impliquer l'expulsion de centaines de petits paysans, tant la pression sur la terre est forte dans cette région.

En réalité, l'idée directrice des législateurs était de permettre la création de grandes exploitations agricoles là où elles n'existaient pas et leur maintien là où elles existaient déjà, de façon à susciter une agriculture réputée moderne, c'est-à-dire mécanisée et motorisée et disposant de vastes superficies. Parallèlement à la création du Conseil national de la réforme agraire chargé de promouvoir et d'appliquer les changements décidés, celle d'un Institut national de colonisation révélait bien l'existence, dès l'origine, d'une orientation visant davantage à la conquête de nouvelles terres réputées inutilisées dans l'Orient qu'à une correction des inégalités existantes. Aujourd'hui, plus de quarante ans après la réforme agraire-

re, la majeure partie des terres cultivables (32 millions d'hectares sur un total de 36 millions) se trouve encore aux mains de grands propriétaires terriens possédant en moyenne 700 hectares principalement voués à un élevage bovin extensif. En réalité, bon nombre de ces exploitations dépassent, grâce à divers subterfuges, les 50 000 hectares autorisés par la loi. Les quatre millions d'hectares restants sont exploités par 550 000 petits paysans qui possèdent en moyenne 7 hectares. Actuellement, 93 % des exploitations ne possèdent ensemble que 11 % de la superficie appropriée, 7 % de la superficie cultivable, mais 94 % de celle qui est réellement cultivée ; à l'inverse, 7 % des exploitations possèdent 89 % des terres appropriées, 93 % des terres cultivables et seulement 6 % des terres réellement cultivées. La situation extrême est celle de l'Altiplano, où plus de la moitié des familles paysannes ne disposent que d'un demi-hectare, la moyenne étant de 1,7 hectare dans les provinces Omasuyos et Los Andes du département de La Paz. Échec donc de la réforme agraire, non seulement dans la réalité de son application, mais aussi en raison de sa conception même, purement legaliste, celle d'un simple partage des latifundia (quand celui-ci eut vraiment lieu) sans attribution de moyens d'exploitation aux nouveaux propriétaires fonciers : l'assistance technique promise ne visait que les grandes propriétés.

Outre cet échec qui fait parler aujourd'hui de la nécessité d'une seconde réforme agraire, 1953 marque en Bolivie le début du dualisme de l'agriculture puisque, selon les choix des « révolutionnaires », s'opposent désormais, d'un côté, les microfundia de l'Altiplano et des Vallées où prédomine une agriculture paysanne de petite superficie et, de l'autre, les plaines orientales dédiées à une agriculture de type capitaliste. D'abord conçue pour les cultures d'exportation (coton, canne à sucre, soja), cette dernière ajoute à cet objectif, à partir des années 90, celui de parvenir à produire la totalité du blé nécessaire au pays, culture jugée trop stratégique pour être laissée aux petits paysans qui se trouvent ainsi une nouvelle fois marginalisés (tableau 1).

Organisés en une puissante association, les producteurs de l'Orient ont obtenu l'assurance d'un marché et de prix garantis auprès des moulins de Santa Cruz, et

Tableau 1

Les changements récents des lieux de production du blé en Bolivie (en milliers de tonnes) (d'après Prudencio et Franqueville [7])

| Zones de production | 1980 | | 1985 | | 1990 | | 1991 | | 1992 | |
|---------------------------|-------|------|-------|------|-------|------|-------|------|-------|------|
| | Prod. | % |
| Département de Santa Cruz | 7,4 | 12,4 | 12,9 | 17,4 | 48,6 | 57,4 | 57,4 | 52,6 | 96,5 | 68,7 |
| Reste du pays | 52,7 | 87,6 | 61,3 | 82,6 | 36,0 | 42,6 | 51,7 | 47,4 | 43,8 | 31,3 |

Recent changes in Bolivian wheat production (Mt)

l'interdiction d'introduire dans cette partie du pays le blé provenant de l'aide alimentaire nord-américaine (Loi PL 480), tout en bénéficiant des fonds de contrepartie de cette même aide [7].

Des études ont montré que, dans les zones de vallées, les paysans pouvaient atteindre des rendements en blé corrects. L'effondrement, survenu à la fin du XIX^e siècle, de la production du Nord-Potosí, qui ravitaillait les villes et permettait même une exportation vers le Pérou, n'a eu alors d'autre cause que l'adoption d'une politique de libre échange ouvrant la porte au blé et à la farine du Chili [8]. Parce qu'ils sont mieux armés politiquement, et en dépit du libéralisme officiel, les producteurs de Santa Cruz ont, quant à eux, réussi à détourner un tel danger.

Frustrés de cette réforme agraire dont ils avaient rêvé, les paysans sont contraints aujourd'hui d'en défendre les maigres acquis. Après deux ans d'âpres discussions, le gouvernement a fait approuver en octobre 1996 une révision de la réforme agraire, (révision dont l'impulsion et le financement relèvent de la Banque mondiale : 20 millions de dollars), dont l'inspiration néolibérale suscite toujours l'opposition globale des syndicats. Il s'agit, grâce à la loi INRA créant un Institut national de réforme agraire, de « moderniser » l'agriculture en permettant notamment la vente des terres sur le marché, chose impensable dans la tradition andine où la terre est divinisée et où l'existence même de la communauté est garantie par l'intégrité de son territoire. La « Terre-Mère » (*Pachamama*) est en effet l'une des divinités andines les plus invoquées, même hors du monde rural. « Elle est toujours associée à la fertilité agricole... Elle est aussi considérée comme un esprit tutélaire et on dit que chaque communauté, chaque sole (*sayaña*) et jusqu'à chaque

champ et chaque maison possède sa *pachamama* protectrice [9]. » Une telle mesure rendra naturellement plus aisée la concentration des terres en grandes unités pouvant même être acquises par des étrangers et produisant pour l'exportation. Face à cette menace, les syndicats présentent un contre-projet qui viserait au contraire à une réactivation efficace de la réforme agraire. L'un des slogans de la « marche » de 30 jours dirigée vers La Paz par 40 000 paysans contre la « loi INRA », en octobre 1996, était : « Goni (surnom du Président Sanchez de Lozada), on ne vend pas la terre ! ».

L'absurdité de cette marginalisation du monde paysan, organisée et perpétuée avec une étonnante constance depuis quatre siècles quelle que soit la couleur du régime politique en place, éclate quand on sait que l'essentiel de la production agricole et alimentaire du pays repose toujours sur les petits producteurs. En effet, non seulement 94 % de la superficie annuellement cultivée (environ 1 217 000 hectares sur un total de 1 300 000) l'est par des petits producteurs, mais la production alimentaire du pays est assurée à 70 % par les paysans, les entreprises agricoles capitalistes ne participant à celle-ci que pour 20 %, tandis que les importations couvrent les 10 % restants. Ajoutons au diagnostic que la Bolivie, avec ses 7 millions d'habitants, ne souffre nullement de pénurie, les marchés urbains regorgeant de denrées invendues. Le problème est la faiblesse du pouvoir d'achat des citadins et non une production alimentaire qui serait déficiente. Indispensables au fonctionnement du pays, mais marginalisés et méprisés peut-être à cause même de ce pouvoir du nombre qui reste le leur et qui fait peur, qui sont donc ces paysans dont l'État bolivien cherche depuis si longtemps à se débarrasser ?

Une pauvreté générale qui n'exclut pas l'hétérogénéité

Des trois zones géographiques entre lesquelles il est habituel de subdiviser la Bolivie, (Altiplano, Vallées et Plaines orientales), celles où vivent la plupart des paysans (et de la population) sont les deux premières, étages du système altitudinal andin. L'Amazonie bolivienne compte aussi des petits producteurs vivriers, mais le terme de paysans ne leur convient guère dans la mesure où il s'agit surtout de « colons » nouvellement venus de l'Altiplano ou des vallées, spontanément ou sous l'égide de l'Institut national de colonisation, et dont les conditions de vie sont généralement des plus précaires. Peu nombreux sont en effet les agriculteurs autochtones, et le territoire qu'ils impliquent leur mode de vie se trouve doublement menacé par ces « colons » et par les entreprises forestières.

Paysans sur leur lieu d'origine, les « colons » manquent ici des racines et des facilités économiques qui rendraient leur installation définitive. Le faible succès de leur tentative de dépaysement fait soit qu'ils adoptent, quand c'est possible, un système de double résidence sur leur communauté d'origine et sur leur lieu de colonisation, soit que leur aventure se termine dans les bas-quartiers de Santa Cruz ou de Cochabamba, soit encore qu'ils se tournent vers la culture de la coca, nettement plus rentable, voire participent aux premières étapes du processus de production de la cocaïne. Ces *colonos*, dont la situation pose de réels problèmes, ne peuvent être considérés comme acteurs efficaces du système alimentaire.

Les autres petits producteurs, paysans autochtones héritiers d'un savoir-faire et de techniques millénaires parfaitement adaptées au milieu si rude des Andes, le sont-ils davantage ? Sont-ils réellement capables, avec leur propre production, non seulement de se nourrir correctement, mais encore de dégager des excédents commercialisables vers le marché intérieur, en l'occurrence celui des villes ? Ou bien, et c'est apparemment l'opinion implicite des « décideurs » depuis plusieurs décennies, la seule sécurité alimentaire plausible en Bolivie ne peut-elle que reposer sur une agriculture capitaliste, des importations et une aide alimentaire qui est considérable depuis les années 70 ?

Survivre...

Devant les taux alarmants de la dénutrition (état pathologique dans lequel la désassimilation l'emporte sur l'assimilation, malnutrition désignant une alimentation insuffisante ou déséquilibrée) infantile en milieu rural, la tentation est forte de considérer que les paysans sont incapables de subvenir à leur propre alimentation.

Quel que soit l'indicateur considéré, la situation nutritionnelle apparaît toujours plus critique en milieu rural qu'en milieu urbain ; pour les enfants de moins de 5 ans (relation poids/âge) elle est de 11,6 % en ville, mais de 20,4 % à la campagne [10]. La mortalité infantile, de 75 % au dernier recensement de la population (1992), est de 58 % en milieu urbain et 94 % en milieu rural [11].

Pourtant les enquêtes de consommation alimentaire en milieu rural donnent à penser que la couverture des besoins s'y trouve relativement assurée (mieux certes dans les Vallées que sur l'Altiplano), globalement bien mieux que dans les classes urbaines pauvres. La constatation rejoint les conclusions d'études réalisées sur l'Altiplano de Puno au Pérou. Pour monotone et peu diversifiée qu'elle soit, la nourriture des paysans paraît suffisante en quantité, le problème nutritionnel semblant plutôt être celui de carences spécifiques en certains micro-éléments (iode, fer) et en vitamine A. Observons que la situation alimentaire de certains groupes sociaux du milieu rural (travailleurs saisonniers, migrants de la colonisation des basses terres...) est probablement plus mauvaise. Il faut aussi prendre en compte les inégalités socio-économiques entre familles d'une même communauté et les variations dans le temps de l'apport alimentaire et nutritionnel ainsi que ses variations intrafamiliales. Mais les données disponibles conduisent à penser que, en milieu rural, les taux élevés de dénutrition infantile, comme ceux de la mortalité infantile, doivent globalement être attribués moins à des déficiences dans l'apport alimentaire qu'à l'insuffisance des infrastructures, en particulier dans le domaine de l'accès aux soins de santé. Des enfants dont la santé est minée par les diarrhées, les parasites ou les affections broncho-pulmonaires ne peuvent tirer un profit normal de leur alimentation, fut-elle correcte. Or, les conditions nécessaires à un état de santé adéquat sont loin d'être réunies en

milieu rural (taux de vaccination des enfants, densité de l'encadrement médical, accès à l'eau potable, accès physiques et économique aux services médicaux, etc.) et se sont même dégradées au cours de la dernière décennie.

... et commercialiser

La capacité d'une autosubsistance relativement correcte des paysans n'étant pas globalement en cause, reste à établir s'ils sont aptes à livrer sur le marché une partie de leur production en réponse à la demande nationale. Parmi les critiques habituelles faites au monde paysan, bolivien ou autre, celle de vivre en autarcie, de ne pas chercher à participer au marché (et à ses bienfaits supposés), est l'une des plus courantes et, selon ceux qui la formulent, l'une des plus fondamentales. L'accusation paraît peu fondée, du moins en période de stabilité monétaire, car, en temps de crise (l'hyperinflation bolivienne des années 80 est connue), le repli en autosubsistance des paysans est une stratégie commune de bon sens. Déjà pour la période antérieure à la Révolution nationale, l'historien James Dunkerley [12] notait que « les communautés vendaient une part appréciable de leurs excédents et n'étaient pas totalement enracinées dans l'agriculture de subsistance ». Pratiquement partout a existé, dès l'arrivée des Espagnols, une forme ou une autre d'articulation au marché, ne serait-ce qu'à travers la dépendance que les conquérants imposèrent par le biais de la *mita*, de l'*encomienda* ou du tribut, la *mita* étant la corvée obligatoire reprise des institutions incaïques mais détournée au profit de l'économie coloniale, et l'*encomienda* l'institution permettant aux colons espagnols d'utiliser à discrétion les personnes vivant sur les terres qui leur avaient été attribuées. Mais, depuis la réforme agraire, le fait est que la plupart des paysans se trouvent fortement impliqués dans une commercialisation qui se concrétise par la fréquentation régulière des marchés ruraux et des foires. On estime ainsi que, globalement, 70 % des productions agricoles de l'Altiplano et 90 % de celles de Cochabamba entrent par cette voie dans les circuits commerciaux (à 77 % aux mains des femmes) et aboutissent sur les marchés urbains [13].

Une recherche réalisée sur 410 exploitations relevant de 20 communautés des

quatre départements centraux du pays (Chuquisaca, Potosí, Oruro, Tarija) a montré que presque la moitié des ressources nutritives (calories et protéines) produites par l'exploitation paysanne ne restent pas sur celle-ci (tableau 2) [14].

Globalement, 56 à 59 % des ressources nutritives produites sont utilisées sur l'exploitation même (dont 30 à 33 % pour l'alimentation familiale), mais plus de 40 % sont « exportées » sous différentes formes (ventes, dons, échanges) et les 17 % des ressources réservées à la consommation animale seront finalement « exportées » aussi, le bétail n'étant, comme en bien d'autres lieux, qu'une « caisse d'épargne sur pied ».

Dans une communauté de vallée, Pocola (département de Cochabamba), la plus grande partie de la production est destinée à la vente : 83 % de la récolte de pommes de terre, 79 % de celle de maïs, 61 % de celle de blé et 15 % de celle d'orge, cette dernière étant presque exclusivement réservée à la consommation animale [15]. Les auteurs proposent dès lors une stratification des paysans, reprise de Schejtman [16], en quatre catégories : les « infrasubstantes », dont l'exploitation procure des revenus inférieurs aux besoins de la consommation alimentaire, les « substantes », dont les ressources suffisent à assurer l'alimentation de base ainsi que les besoins essentiels de consommation (habillement, santé, habitat, loisirs), les « stationnaires », qui assurent la « reproduction simple » de leur exploitation, et les « excédentaires », dont les revenus agricoles permettent de dégager un surplus qui peut être épargné ou réinvesti. Si l'on retient cette classification, on s'aperçoit que la part de la production de pommes de terre qui est vendue diffère

Tableau 2

Destination (en %) des ressources nutritives produites sur l'exploitation agricole paysanne en Bolivie (d'après Abegglen et al. [14])

| | Calories | Protéines |
|------------------------|----------|-----------|
| Consommation familiale | 30 | 33 |
| Consommation animale | 17 | 17 |
| Semences | 9 | 9 |
| Ventes et/ou transfert | 44 | 41 |

Use of nutritional resources (%) produced on peasant farms in Bolivia

assez peu pour chacune d'elles (entre 74 % et 83 % du total), ce qui signifie que tous produisent ce tubercule pour la vente et qu'il s'agit bien déjà là d'une agriculture spécialisée. En revanche, pour le blé et le maïs, seuls les paysans « excédentaires » commercialisent respectivement 79 % et 84 % de leur récolte, tandis que les autres ne destinent au marché que moins de la moitié de la leur.

C'est dire que les moyennes cachent bien des inégalités au sein des communautés paysannes. Selon l'étude citée, 65,6 % des exploitations de l'Altiplano et des Vallées peuvent être dites « infrasubstantes » et 10 % « subsistantes » (tableau 3), ce qui conduit les auteurs à affirmer que 75 % des unités de production agricole correspondent au « secteur paysan en décomposition », secteur en voie de perdre progressivement les conditions d'un maintien de l'exploitation familiale par ses propres ressources. En moyenne, seulement 12 % des exploitations paysannes sont en mesure de commercialiser une partie de leur production ; pour les autres, l'opération signifie mettre en péril la sécurité alimentaire et devoir recourir à des revenus extérieurs pour la rétablir.

Cette différenciation interne est en relation directe avec la superficie exploitée. Ainsi, dans l'une des communautés étudiées (Chuquiña, sur l'Altiplano), les paysans « excédentaires » (19,5 % du total) disposent de 48,5 % des terres contre 12,6 % pour les « infrasubstantes » qui forment 39 % de l'effectif. L'inégalité foncière entraîne une autre, celle du stock de bétail, tout en provoquant par là même une surcharge pastorale chez les trois autres catégories de paysans, l'élevage étant indispensable au fonctionnement de l'exploitation.

Inégalité au sein des communautés et inégalité entre les communautés. Le premier échantillon d'exploitations observé [14] montre que cette dernière peut être considérable, la proportion des « pauvres » parmi les paysans pouvant varier de 5 à 78 %, et celle des « riches » de 0 à 61 % (tableau 4). Cette stratification est ici établie non en fonction du capital possédé (terres ou bétail), mais selon le type de main-d'œuvre (familiale ou salariée) principalement utilisée sur l'exploitation : le paysan est réputé « pauvre » si la main-d'œuvre familiale prédomine, « riche » si c'est le cas de la main-d'œuvre salariée et « moyen » si les deux s'équilibrent.

Une telle différenciation, observent les

Tableau 3

Typologie des exploitations agricoles de l'Altiplano et des Vallées en Bolivie (% des exploitations) (d'après Zeballos et al. [15])

| Catégories de paysans | Départements | | | | |
|-----------------------|--------------|-------|--------|------------|----------|
| | La Paz | Oruro | Potosí | Cochabamba | Ensemble |
| Infrasubstantes | 71 | 64 | 66 | 56 | 65,6 |
| Subsistantes | 9 | 14 | 8 | 11 | 10,0 |
| Stationnaires | 10 | 12 | 13 | 16 | 12,3 |
| Excédentaires | 10 | 10 | 13 | 17 | 12,1 |

Typology of peasant farms (%) in the Bolivian Altiplano and Valleys

auteurs, doit être principalement attribuée à une inégalité devant l'accès au marché, devant la possibilité de vendre ou non les productions de l'exploitation, les communautés qui comptent le plus de paysans « riches » étant précisément celles dont les habitants peuvent tirer la plus grande partie de leurs revenus de la vente de leurs produits (tableau 5).

La vente des produits fournit la majorité des revenus totaux de l'exploitation (y compris l'autoconsommation) à Paria, près de la ville d'Oruro, et encore plus de la moitié à Tolomosa, près de la ville de Tarija. À Paria, il s'agit même explicitement d'une production pour la vente, celle-ci concernant 63 % des produits (93 % des paysans ont déclaré produire pour vendre), principalement oignons, orge, fèves et petits pois. Dans le même ordre d'idées, on peut observer que, en quelques années, le développement de la production de légumes (oignons, carottes, etc.) a été spectaculaire non seulement aux abords de La Paz, mais jusqu'à proximité du lac Titicaca qu'une route goudronnée relie à cette ville. Cette importance des ventes diminue à mesure qu'augmente l'enclavement de la communauté ou de la province, de sorte que,

dans les communautés isolées, plus de la moitié des paysans sont « pauvres », et même jusqu'à 78,1 % dans le Nord-Potosí, province Bustillos, où les ventes ne contribuent au revenu que pour 2,4 %.

Étant l'une des principales clés de la différenciation paysanne, l'incorporation à l'économie monétaire est un fait indéniable dans le monde rural bolivien. À ce propos Soto [17] considère que « les paysans ont développé, de la même façon que les citadins immigrés, une rationalité culturelle qui leur permet de cheminer dans deux mondes à la fois, le monde andin et le monde occidental, face à la poussée croissante des relations mercantiles dans les différentes régions, mais avec pour objectif fondamental la reproduction de leur unité domestique et non pas le profit ». Le marché est l'une des formes de l'accès au monde « occidental », et les paysans y recourent chaque fois que possible, l'autre étant le travail salarié en émigration temporaire ou saisonnière d'un ou de plusieurs membres de la famille ; mais l'objectif fondamental demeure celui de la reproduction de l'unité domestique, comme dans le *Valle Alto* de Cochabamba [18].

Tableau 4

Différenciation économique interne de la paysannerie bolivienne (% des exploitants) (d'après Abegglen et al. [14])

| Catégorie de paysans | Paria (communauté) | Tolomosa (communauté) | Saavedra (province) | Pacasi (communauté) | Bustillos (province) |
|----------------------|--------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Pauvres | 5,1 | 6,8 | 63,8 | 56,9 | 78,1 |
| Moyens | 33,9 | 76,3 | 34,1 | 39,2 | 21,9 |
| Riches | 61,0 | 16,9 | 22,1 | 3,9 | 0 |

Les données se rapportent tantôt à une communauté, tantôt à une province dans laquelle plusieurs communautés ont été étudiées.

Economic differentiation of Bolivian peasant farmers (in %)

Tableau 5

Proportion des revenus des paysans boliviens tirés de la vente de produits agricoles (% des revenus) (d'après Abegglen *et al.* [14])

| Catégorie de paysans | Paria (communauté) | Tolomosa (communauté) | Saavedra (province) | Pacasi (communauté) | Bustillos (province) |
|----------------------|--------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Pauvres | 80,3 | 53,9 | 25,0 | 43,0 | 2,2 |
| Moyens | 89,4 | 59,8 | 42,5 | 22,5 | 10,2 |
| Riches | 84,8 | 60,6 | 89,8 | 36,6 | 0 |
| Ensemble | 86,3 | 59,7 | 39,2 | 34,4 | 2,4 |

Proportion of Bolivian peasants' income derived from the sale of agricultural products (% of their total income)

Mais, pour les communautés rurales qui n'ont pas la chance de disposer d'un débouché facile vers un centre urbain, et c'est le cas de la majorité d'entre elles, la commercialisation relève d'une démarche littéralement « piégée ». Elle signifie le recours aux bons offices du *vecino*, l'intermédiaire obligé du bourg voisin, le « métier » qui est à la fois le notable, souvent l'inamovible président de toutes les assemblées, l'ami (voire le complice) de toutes les autorités locales, le propriétaire de l'unique boutique du canton, l'usurier qui seul peut prêter, ce qui lui a permis de devenir le plus grand propriétaire terrien (sans travailler lui-même ses terres) et, bien sûr, le seul possesseur de camion, ce qui lui assure le monopole des transports et du commerce avec la ville. Ajoutons qu'il a su s'attacher « ses » paysans par des liens de *compadrazgo* (parrainage) faisant de ces derniers ses obligés et rendant impensable toute velléité de rébellion. « Les paysans savent parfaitement qu'ils sont trompés par les *rankheros* (intermédiaires) mais il leur est très difficile de se débarrasser d'eux. Ils sont un mal nécessaire : quand commence la récolte, ils n'ont pas à se soucier de la commercialisation, il suffit d'avertir le *rankhero*, de même qu'ils n'ont pas à se soucier des semences ni des fertilisants... le *rankhero* connaît, pour chaque saison, les besoins de l'agriculteur [14]. » Une situation qui, en bien des points, ressemble fort à celle que connurent les campagnes françaises avant la généralisation de l'accès au crédit agricole.

Jalons

Le problème des paysans n'est donc pas, comme on le prétend généralement,

celui d'une « réinsertion » dans l'économie nationale à laquelle il faudrait les obliger parce qu'ils s'y refuseraient. Il est certes, en partie, celui des conditions de la commercialisation de leur production, très inégales selon les communautés. Une remise en état (et bien plus souvent une création) du réseau des voies de communication en constitue la condition nécessaire et des efforts sont actuellement faits en ce sens, au moins pour les grands axes. Les paysans boliviens se demandent en effet pourquoi il leur faudrait produire davantage s'ils ne peuvent pas vendre. Dans la région des Yungas, très proche de la ville de La Paz mais sans route convenable, le paysan ne sait que faire de sa production d'agrumes, bananes et autres cultures tropicales. Mais, à elle seule, la modernisation de ce réseau ne saurait suffire : une libération des paysans de l'emprise

des intermédiaires s'impose ; quelques expériences dues à des initiatives privées ouvrent des voies en ce sens : commercialisation directe vers les supermarchés urbains organisée par une ONG bolivienne, le CIPCA, pour les zones de l'Altiplano où elle est implantée, marchés périodiques de vente directe au consommateur (*ferias de consumo*) organisés à La Paz et ailleurs, projets d'antennes urbaines émanant des communautés et gérées par elles, pour faciliter la vente des produits agricoles. Ces solutions restent cependant partielles, car le problème de fond est bien de trouver comment enrayer un processus faisant que 65 % des paysans sont « infrasubsistants » et 75 % relèvent d'un secteur « en décomposition », résultat du démantèlement, patiemment poursuivi depuis quatre siècles, d'une organisation sociale et d'un système de production mis au point par des générations de paysans et parfaitement adaptés à ce milieu si particulier que sont les Andes. Un système de protection des hommes contre la misère et la faim régi par une organisation communautaire originale, mais aussi de protection de l'environnement par des aménagements variés, et de protection des cultures contre les risques, en particulier climatiques. Vivant sur des territoires à présent confinés à un seul étage écologique, celui où les probabilités de gelée et de grêle sont les plus fortes, une grande partie des paysans de l'Altiplano ne possèdent plus les moyens de production nécessaires à leur survie, encore

Summary

Bolivian farmers still threatened

A. Franqueville

Most Bolivian farmers are Aymara and Quechua peasants living on very small farms, despite the 1953 land reform, without any public help. They still produce 70% of the national food supply. Since the Spanish conquest, Bolivian farmers have been faced with a series of measures apparently aimed at promoting their disappearance. The most damaging attempt to upset their activity was aimed at breaking down their traditional production systems, i.e. territories developed at various ecological sites in the Andes, with the best lands seized by hacienda owners. The more recent decision to grow wheat in the eastern region on a large capitalistic scale further marginalized these farmers. To promote the development of peasant farming in Bolivia, farmers should be helped to avoid middlemen and revive their traditional production systems that are perfectly adapted to the special Andean environment.

Cahiers Agricultures 1998 ; 7 : 55-62.

moins au dégagement d'un surplus. Mené au nom de la modernisation, le démantèlement de leur territoire a permis et permet encore toutes les exploitations et toutes les évictions. Bien qu'également victimes du même processus, les paysans des Vallées ont la chance d'exploiter un étage écologique moins soumis aux aléas climatiques, où les récoltes sont relativement moins menacées, ce qui leur permet une plus grande ouverture au marché et même une certaine spécialisation de leur production.

Mais le paysan possède ici une identité forte et un passé dont le non-respect voue à l'échec toute proposition de réforme. C'est un paysan de culture andine (quechua ou aymara, la même sous deux langues différentes selon les anthropologues), c'est-à-dire porteur de connaissances et d'un savoir-faire trop longtemps méprisé, au mieux ignoré, parce que considéré comme « traditionnel » (et donc réputé « archaïque ») face à une modernité occidentale qui est aujourd'hui un peu moins sûre d'elle-même. Son savoir-faire s'applique à une agriculture particulière que les agronomes commencent à mieux connaître et dont ils découvrent le bien-fondé des choix [2]. Aucune autre solution n'a encore été trouvée pour à la fois mettre en valeur et protéger le milieu andin. Comprendre et respecter un tel système de production aurait dû être la première démarche avant toute tentative de réforme ou d'innovation, la seconde étant, éventuellement, de bâtir sur celui-ci avec le souci impératif de n'en pas détruire les bases. Peut-on espérer une évolution des courants de la pensée dominante en la matière ? L'une des conclusions de récents ateliers organisés par l'IFPRI [19] porte sur la nécessité « d'explorer l'apport des technologies autochtones », en insistant sur l'urgence de mettre en place des systèmes agricoles « durables » : les technologies des paysans andins devraient là servir de référence.

Mais au-delà de techniques spécifiques, le monde andin est surtout une organisation sociale propre à une culture, qui constitue le fondement de ce système de production. Organisation sociale fort différente de celle de l'Occident et cependant non moins efficace quand elle n'est pas contrariée. Sa base est la communauté paysanne ou *ayllu* qui, outre une ascendance partagée, se manifeste par l'attachement à un territoire déterminé

et un rapport collectif à ce territoire qui implique des obligations réciproques de solidarité entre ses membres, l'acceptation de charges politico-religieuses strictement hiérarchisées, de travaux communautaires, et aussi de règles concernant l'aménagement et l'usage du sol. « Malgré les changements de cadre et les vicissitudes diverses vécues par les entités sociales autochtones au cours de l'histoire préhispanique, coloniale et républicaine, l'organisation communautaire reste actuellement la plus explicite et la plus stable de leurs institutions sociales, la seule (...) qui s'oppose avec quelque efficacité aux mouvements de privatisation et de spéculation foncière qui, jusqu'à présent, ont débouché sur des phénomènes d'appauvrissement paysan dans les Andes [20]. »

À la différence de la couronne espagnole et de la république moderne, l'État inca avait su respecter cette organisation, imposant une domination souple tout en ménageant les autonomies selon une sorte d'*indirect rule* avant la lettre, ayant compris que la destruction de cette architecture sociale et économique aurait signifié sa propre ruine. Faute d'une telle intelligence, les pouvoirs qui suivirent ont ouvert la voie à cette ruine que l'on appelle aujourd'hui pauvreté rurale. Partir de cette réalité là, tabler sur cette organisation communautaire toujours enracinée dans les esprits et sur un système de production qui a fait ses preuves en traversant les âges semble pourtant affaire de bon sens. L'État néolibéral actuel aurait-il compris la leçon ? Peut-on croire qu'un tournant a enfin été pris dans les rapports État-paysans à l'occasion de la récente « loi de décentralisation » qui semble reconnaître, autrement que de façon formelle, l'existence des communautés autochtones en leur concédant la gestion d'un budget propre. Peut-on espérer qu'il ne s'agit que d'un premier pas vers une réhabilitation s'étendant à l'économie et reconnaissant la rationalité du système de production andin, au point non seulement de renoncer enfin à le détruire, mais encore d'aider à la remise en place des bases de son fonctionnement (aménagements agricoles, accès des communautés aux divers étages écologiques, cultures andines, etc.) dans un cadre d'échanges élargi au pays ?

En milieu andin, les risques inhérents à la production agricole sont tels que les investissements exigés par une agriculture dite moderne ne peuvent être rentabili-

sés. Si l'on estime que la sécurité alimentaire n'est pas seulement affaire d'une agro-industrie capitaliste, fut-elle nationale, mais doit reposer aussi sur ces paysans qui produisent la plus grande partie de la nourriture du pays et constituent la majorité de sa population active, la voie la plus réaliste est en effet celle de la réhabilitation et du perfectionnement de techniques séculaires de maîtrise du milieu naturel, qu'une population rurale nombreuse et restée attachée à son territoire permet de mettre en œuvre. Mais elle exige une conversion des esprits à laquelle peu de « décideurs » sont préparés ■

Références

1. Murra JV. El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas. In : Murra JV, ed. *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*. Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 1975 : 59-115.
2. Morlon P, éd. *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales (Pérou-Bolivie)*. Paris : INRA, 1992 ; 522 p.
3. Mariategui JC. *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*. Paris : F. Maspéro, coll. Textes à l'appui, 1968 ; 279 p.
4. Henman A. *Mama Coca*. La Paz : Hisbol-VDB, cuarta edición, 1992 ; 269 p.
5. Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). *Campesinado y desarrollo agrícola en Bolivia*. Santiago de Chile : Naciones Unidas, 1982.
6. Vellard J. L'expérience agraire de la Bolivie. *Les Cahiers d'Outre-Mer* 1963 ; 62 : 201-13.
7. Prudencio J, Franqueville A. *La incidencia de la ayuda alimentaria en Bolivia*. La Paz : Unitas, 1995 ; 210 p.
8. Prudencio J. *El caso del trigo. La inseguridad alimentaria en Bolivia*. La Paz : ILDIS, 1990 ; 231 p.
9. Albó X, Libermann K, Godínez A, Pifarre F. *Para comprender las culturas rurales en Bolivia*. La Paz : CIPCA-UNICEF-Ministerio de Educación y Cultura, serie Bolivia pluricultural y multilingüe, 1989 ; 298 p.
10. Instituto Nacional de Estadística (INE). *Bolivia, Encuesta Nacional de Demografía y Salud 1994. Informe de Nutrición*. La Paz : DHS-USAID-FNUAP-OPS/OMS-UNICEF, 1995 ; 103 p.
11. Instituto Nacional de Estadística (INE). *Censo Nacional de Población y Vivienda 1992. Resultados finales*. La Paz : Ministerio de Planeamiento y Coordinación, 1993 ; 180 p., anexo.
12. Dunkerley J. *Rebelión en las venas. La lucha política en Bolivia, 1952-1982*. La Paz : Quipus, 1987 ; 230 p.
13. Dandler J, Blanes J, Prudencio J, Muñoz JA. *El sistema agroalimentario en Bolivia*. La Paz : CERES, 1987 ; 210 p.

14. Abegglen R, Mantilla J, Belmonte R. *Diferenciación, pobreza y campesinado*. La Paz : UNICEF, 1987 ; 158 p.

15. Zeballos H, Mamani M, Paz D, Villegas R. *Tipología de la economía campesina en Bolivia*. La Paz : MACA-JUNAC, serie Estudios rurales andinos, 1987 ; 243 p.

16. Schejtman A. Análisis integral del problema alimentario y nutricional en América latina. *Estudios Rurales Latinoamericanos* 1987 ; 6 : 141-80.

17. Soto C. Problemas, experiencias y proyecciones del PRACA en el sector rural boliviano. In : Eresue M, ed. *Agricultura andina : unidad y sistema de producción*. Lima : ORSTOM-UNALM, 1990 : 422-30.

18. Cortes G. *La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie)*. Toulouse : Université de Toulouse-Le-Mirail, 1995 ; 545 p.

19. International Food Policy Research Institute (IFPRI). *Visión de la alimentación, la agricultura y el medio ambiente en América latina en el año 2020 : Síntesis. Informe IFPRI* 1995 : 2.

20. Malengreau J. *Sociétés des Andes. Des empires aux voisinages*. Paris : Karthala, 1995 ; 454 p.

Résumé

La grande majorité des agriculteurs boliviens sont des paysans aymara et quechua vivant sur de très petites exploitations, en dépit de la réforme agraire de 1953, et délaissés par les pouvoirs publics, la politique néolibérale actuelle ne faisant que consacrer cet abandon. Malgré cette situation défavorable, ils contribuent pour 70 % à la production alimentaire du pays. Sans discontinuité depuis la conquête espagnole, ils furent l'objet de mesures qui semblent n'avoir eu d'autre fin que leur disparition. Ce fut d'abord le démantèlement par les colonisateurs, puis par les dirigeants républicains, des terroirs andins étagés savamment élaborés au long des siècles, la confiscation des meilleures terres par les haciendas, puis une réforme agraire très imparfaite qui autorisait curieusement la création de nouveaux latifundia et, enfin, le choix exclusif de pratiquer la culture du blé sur les terres nouvelles de l'Orient ouvertes à l'agrocaptalisme, ce qui consacrait la marginalisation des petits producteurs traditionnels. Si les paysans, groupe d'ailleurs nullement homogène, semblent souvent réticents face au marché, c'est qu'ils savent bien que celui-ci, quand il leur est accessible, leur est systématiquement défavorable. Leur permettre d'échapper au monopole des intermédiaires locaux constitue la première condition incitative d'une intensification de leur production. La seconde est la valorisation de leur système agricole traditionnel parfaitement adapté au milieu si particulier des Andes.
